

Condamner les violences ne suffit pas : il faut répondre à la colère des Français

Dans son allocution hier soir, le Président de la République Emmanuel Macron a consacré l'essentiel de son intervention à condamner les violences, ne laissant qu'une place infime aux raisons qui ont poussé des centaines de milliers de Français dans la rue. Le constat est sans appel : il n'a apporté aucune réponse aux français qui manifestent, **son intervention n'est pas à la hauteur des attentes.**

Le Président de la République demande aux partis politiques de condamner les violences. **Le Parti socialiste condamne sans aucune ambiguïté les violences et les dégradations qui ont accompagné les manifestations, à Angers comme ailleurs.** Rien ne justifie de saccager des commerces, de détruire des équipements publics ou de s'en prendre aux personnes, notamment aux forces de l'ordre. Ces actes pénalisent les commerçants, les habitants et les milliers de manifestants venus exprimer pacifiquement leur colère. Ils ne servent personne et ne font que détourner l'attention des revendications légitimes.

À quelques mois de l'élection présidentielle de 2027, notre pays a besoin de perspectives. Le Parti socialiste défend une alternative républicaine et démocratique, fondée sur la justice fiscale et sociale, la défense des services publics et l'amélioration des conditions de vie des Français.

*"À force de ne parler que des violences, on finit par ne plus parler de ce qui a poussé autant de monde dans la rue. Condamner les casseurs, c'est nécessaire. **Aussi, il faut écouter les manifestants, c'est aussi la responsabilité de ceux qui nous gouvernent. On ne résoudra pas une crise sociale en interdisant aux gens de manifester** »*, souligne William Benaïssa, secrétaire de la section socialiste d'Angers.

La réponse à la colère sociale doit être politique. Elle ne peut pas être uniquement sécuritaire